

Appel à Mobilisation pour le 10 mai 2016

RDV à 17h, Place du Général-Catroux, pour le rassemblement unitaire

Loi Taubira, quinze ans après, rien n'a changé

Nous exigeons réparation

Le 10 mai prochain, ce sera le 15^e anniversaire de la loi Taubira, et cependant, rien n'a vraiment changé. Ce sera aussi le dernier 10 mai avant l'élection présidentielle. Nous devons donc nous mobiliser pour un rassemblement unitaire.

Nous exigeons réparation.

Nous voulons obtenir que l'Hôtel Gaillard appartenant à la Banque de France, établissement fondé sur le capital négrier des Africains déportés, soit mis à disposition du Centre Dumas, regroupant le Centre des Cultures d'Afrique et le musée de l'esclavage que nous appelons de nos vœux.

Déjà, le 10 mai 2015, sur France Ô, le Premier Ministre Manuel Valls s'était déclaré « ouvert » à cette hypothèse. Il s'agit pour nous cette année de transformer l'essai en faisant que l'on passe d'une hypothèse à une décision officielle.

Mais pour réussir cela, il nous faut une mobilisation unitaire. De nombreuses associations et personnalités sont déjà mobilisées. Cette cause nous est commune. Venez et faites venir.

Le 10 mai 2016, RDV à 17h, Place du Général-Catroux, M^o Malesherbes, pour le rassemblement unitaire, pour la réparation.

Premiers signataires : Afac, Afrique Arc-en-Ciel, Alliance de la diaspora noire d'Europe, Amicale des Béninois du Poitou-Charentes, Amicale des Burkinabé du Poitou-Charentes, Amitié Judéo-noire, Amivogt Europe, An Nou Allé, Armepes-France, Association culturelle des Togolais de Poitiers, Association des Gabonais de Poitiers, l'Association des amis du Général Dumas, Association des étudiants congolais de Poitiers, Association des étudiants mauritaniens de Poitiers, Association des Sénégalais de Poitiers, Association des stagiaires et étudiants camerounais de Poitiers, Association des stagiaires et étudiants du Poitou-Charentes, Azec, la Brigade Anti-Nérophobie, le Centre des Cultures d'Afrique, le Cercle d'Action Panafricaine, le Cercle James Baldwin, la CGT Dom, le Cifordom, le Club Efficience Junior, Club Ivoire de la Vienne, Coallia, le Coffad, le Comité d'Organisation du 10 mai, CRAC, le CRAN, le CRFC, DEDDIP, Debout l'Afrique, la Fadom, Ecclethique, Etudiants Guinéens du Poitou, la Fetafe, les Indivisibles, Maison principale des Antilles-Guyane, le MDD, le Mouvement des Sarrasins, le Mouvement pluricitoyen, Nofi, Nouvelle Génération des étudiants mahorais à Poitiers, Orchidée, Partage, Pilow, République et Diversité, Réseau africain des promoteurs et entrepreneurs culturels, Solidarité Africaine de France, Sortir du colonialisme, SOS Racisme, Sud, Tremplin, UPKN, le Village d'Eva.

Programme pour la réparation

- 1) Créer dans l'Hôtel Gaillard de la Banque de France le Centre Dumas regroupant le musée de l'esclavage et le Centre des cultures d'Afrique. Créer une fondation nationale pour la réparation liée à l'esclavage et imposer aux bénéficiaires de la traite négrière une contribution annuelle à ce fonds, sur la base d'un forfait de 1 % du chiffre d'affaires annuel.

- 2) Faire du 10 mai dans l'Hexagone un jour férié et chômé pour commémorer l'esclavage et l'abolition, comme il y en a déjà dans les départements d'Outre-Mer.

- 3) Faire évoluer les programmes scolaires et les recherches universitaires de manière à mieux prendre en considération les réalités coloniales et postcoloniales.

- 4) Lutter contre l'apartheid scolaire (carte scolaire, redéploiement des moyens, etc.), lancer un véritable plan Marshall pour les Français issus de l'esclavage et de la colonisation, dans l'Outre-Mer comme dans l'Hexagone, afin qu'ils bénéficient de l'égalité réelle (en matière d'emploi, de logement, d'accès au foncier, etc.), notamment pour les plus jeunes.

- 5) Lutter contre les préjugés issus de l'imaginaire colonial, et se mobiliser contre le contrôle au faciès et les violences policières en mettant en place un récépissé, en créant une instance de contrôle de l'action policière, ouverte à la société civile, et en installant des caméras sur la tenue vestimentaire des forces de l'ordre.

- 6) Reconnaître le travail forcé dans les anciennes colonies françaises comme un crime contre l'humanité, et mettre en place une politique d'aide au développement qui soit d'abord au bénéfice des populations des pays en question.

- 7) Annuler la dette des anciennes colonies, mettre fin au système du franc CFA et rembourser à Haïti le tribut qui lui a été imposé.